

PREFET d'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Parçay-Meslay, le

11 06 2012

Unité territoriale d'Indre-et-Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Bureau de l'Aménagement du Territoire
et des Installations Classées

37925 TOURS Cedex 9

A l'attention de Monsieur MILLET

Nos réf : MG / MEGA PNEUS RAP APC Extension

Vos réf. :

Affaire suivie par : Maud GOBLET

maud.goblet@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 47 46 49 20 – Fax : 02 02 47 44 63 89

Courriel : ut37@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Société MEGA PNEUS à Reignac sur Indre
Extension géographique

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Par transmission du 07 mars 2012, Monsieur le Préfet a adressé pour avis, à l'inspection des installations classées, un dossier déposé par la société MEGA PNEU sise sur la commune de Reignac-sur-Indre en zone industrielle de « La Gare », visant à régulariser l'extension de son activité de tri de pneumatiques sur une parcelle voisine et à développer une activité de récupération de déchets de métaux non dangereux. Ce dossier a été complété le 04 juin 2012.

I. SITUATION ADMINISTRATIVE

La société MEGA PNEUS bénéficiait du récépissé n°18238 du 23 octobre 2007 de sa déclaration du 9 août 2007, relative à l'exploitation d'un établissement de broyage et de stockage de pneumatiques usagés en Zone Industrielle de la Gare à Reignac-sur-Indre. En 2009, les activités ont été scindées et réparties comme suit :

- Société MEGA PNEUS : collecte, tri, regroupement de pneumatiques usagés ;
- Société BROYAGE VAL de LOIRE : broyage et stockage de pneumatiques usagés.

En référence au décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 relatif au livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement, modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en application de l'article L. 513-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant de la société MEGA PNEUS et de la société BROYAGE VAL DE LOIRE a fait valoir son fonctionnement au bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité.

Pour ce qui est de la société MEGA PNEU, par courrier du 22 juillet 2011, il a indiqué que ses activités relèvent désormais des rubriques suivantes :

Horaires d'ouverture 9H00-12h00 / 14H00-16H00
25-26 rue des Ailes
ZA n°2 les Ailes
37210 Parçay-Meslay
Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 66 34
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



MEGA PNEUS

Rubrique de la nomenclature des ICPE	Activité	Régime de classement
n°2714 -1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ : 11 900 m ³ .	Autorisation

Cette situation administrative a été actée par arrêté préfectoral n°19093 du 12 octobre 2011.

Par ailleurs, dans son courrier du 22 juillet 2011, l'exploitant a mentionné que les installations qu'il exploite sont situées sur les parcelles YH 113 et YH 148 ; or seule la parcelle YH113 fait partie du périmètre des installations déclarées le 09 août 2007. De fait, un dossier de demande de régularisation administrative de ses installations a été constitué et fait l'objet du présent rapport.

En outre, l'exploitant souhaite développer une activité de collecte, tri et regroupement de déchets de métaux non dangereux. De fait, la situation administrative des activités exercées sera :

Rubrique de la nomenclature des ICPE	Activité	Régime de classement
n°2714 -1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ : <u>9 350 m³</u> .	Autorisation
n°2713-2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² : <u>305 m²</u>	Déclaration

II. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

La société MEGA PNEUS est spécialisée dans la collecte le tri et le regroupement de pneumatiques usagées en provenance des départements d'Indre-et-Loire et limitrophes. Elle est un prestataire de la filière ALIAPUR, principal éco-organisme chargé de la valorisation des pneus usagés en France.

L'exploitant développe également une activité de collecte, tri et regroupement de déchets de métaux non dangereux.

Parallèlement, sont développées des activités de revente de pneumatiques d'occasion issus du tri des collectes et de location de bennes pour le stockage chez les clients de pneumatiques usagés.

L'établissement fonctionne de 8h00 à 17h00, 5 jours sur 7. Il emploie 23 personnes sur le site.

Les installations sont implantées sur les parcelles YH 113 et YH 148, en zone industrielle de la Gare sur la commune de Reignac-sur-Indre, le site couvrant une superficie de 20 000 m² (se référer au plan de situation en annexe 1). Le propriétaire des terrains est la SCI SCUDERIA dont le Gérant M. GONCALVES est aussi le gérant de la société MEGA PNEUS.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

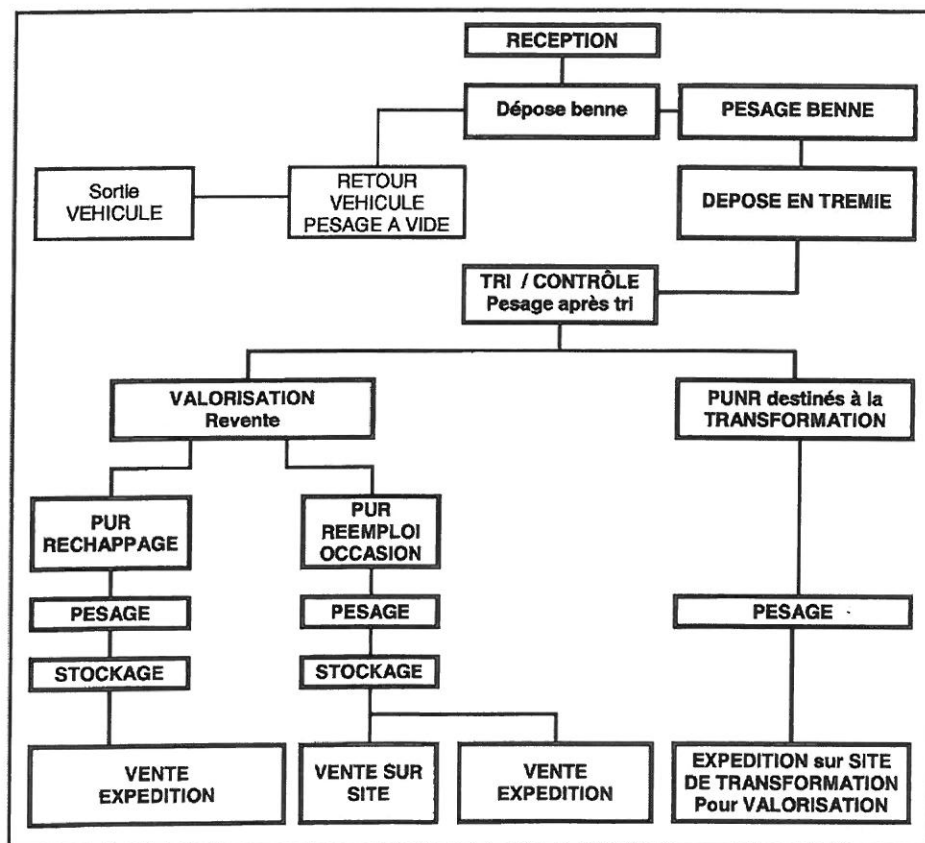
Désignation des activités	Éléments caractéristiques
Installation de tri, regroupement et stockage de pneumatiques	<ul style="list-style-type: none"> - Un atelier zone de tri de 322 m² - Un atelier zone de stockage de 1158 m² - Trémies d'alimentation de la chaîne de tri de 165 m² - Stockages de pneumatiques (avec allées de circulation et espaces verts) – parcelle YH 113 - 7 790 m² - Stockages de pneumatiques (avec allées de circulation et espaces verts) — parcelle YH 148 – 7 515 m²
Installation de tri, regroupement et stockage de métaux	<ul style="list-style-type: none"> - Une aire de tri de 100 m² - Une aire de stockage de 200 m² - Une aire de stockage en bâtiment de 5 m²

Dans la zone industrielle de la Gare sont situés cinq établissements soumis à autorisation préfectorale dont la société AGRAL Centre APPRO classée SEVESO seuil bas. Les zones d'effets de ce site n'affectent pas l'établissement MEGA PNEUS.

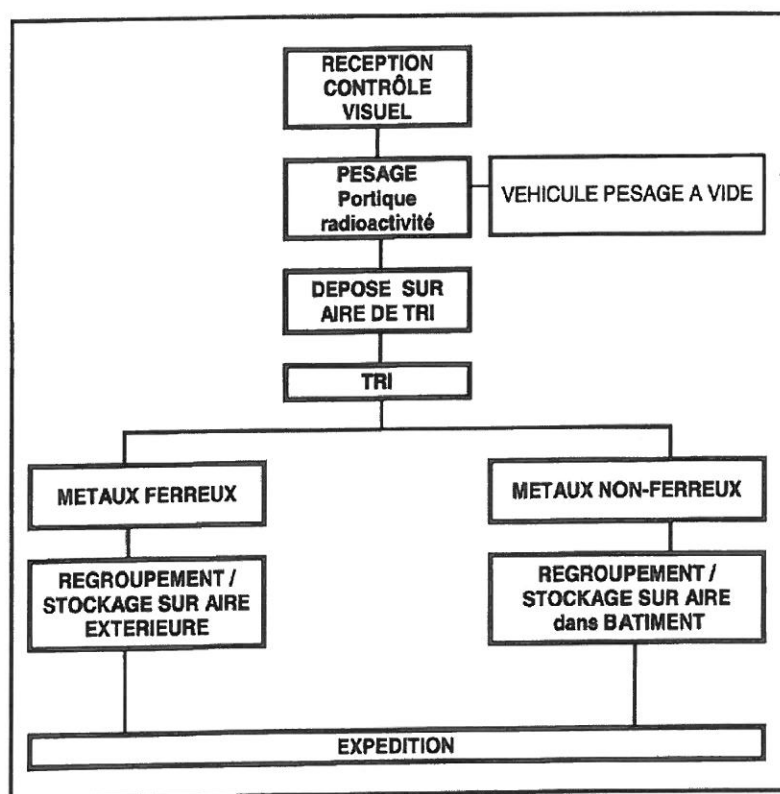
L'habitation la plus proche est à 260 m au nord est du site.

III. SYNOPTIQUE DES ACTIVITÉS

ACTIVITÉ PNEUMATIQUES



ACTIVITÉ MÉTAUX



IV. CADRE ADMINISTRATIF DE L'INSTRUCTION

Dans une circulaire du 14 mai 2012, la Direction générale de la prévention des risques a indiqué qu'une extension géographique d'une installation doit être appréciée de manière relative en fonction de l'usage du sol préexistant, et en particulier de sa valeur écologique, patrimoniale ou agricole pour décider si une telle extension est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs. Ainsi, une modification qui conduit à étendre une installation industrielle sur une parcelle voisine clairement destinée à une occupation industrielle n'est pas à considérer, pour ce motif d'extension géographique, comme substantielle.

Par ailleurs, l'activité de tri de pneumatiques usagés n'est pas modifiée et l'activité de tri de déchets de métaux est soumise à déclaration.

V. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

1. Prélèvements et usages de l'eau

La consommation d'eau à hauteur de 12 m³ par an, est destinée à un usage sanitaire et à l'alimentation d'une balayeuse automatique.

2. Traitement des eaux usées

Les eaux usées sont collectées dans une fosse septique de 4000 litres, régulièrement vidangée par un prestataire spécialisé.

3. Traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Il convient de distinguer deux plate-formes :

- La plate-forme existante de stockage des pneumatiques (parcelle YH113) : les effluents sont collectés puis transitent dans deux décanteurs / déshuileurs en cascade de capacité unitaire de 4000 litres et sont dirigés vers un bassin enterré de 350 m³ situé chez BROYAGE VAL DE LOIRE (utilisation des eaux dans le process de broyage de BROYAGE VAL DE LOIRE) ;
- La plate-forme de l'extension, dédiée au stockage de pneumatiques et de métaux (parcelle YH148) : les effluents seront collectés puis transiteront dans un débourbeur – séparateur de capacité de 6600 litres et seront dirigés vers un bassin enterré de 400 m³. Par surverse, les effluents seront déversés dans le réseau eaux pluviales communal

Les schémas de principe de collecte des eaux pluviales polluées sont fournis en annexe 2.

En outre, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie seront confinées sur le site par le biais de vannes d'isolement sur le réseau des eaux pluviales, en amont des décanteurs et débourbeurs séparateurs susmentionnés et :

- sur la plate-forme extérieure existante: une bordure de 80 cm de hauteur ceinturant le terrain et assurant un volume de rétention de 800 m³ sur une surface de 1000 m² ;
- sur la plate-forme en extension : un aménagement avec quatre pentes en son centre assurant un volume de confinement de 800 m³.

Ces éléments de dimensionnement sont repris dans le projet de prescriptions ci-joint, la réalisation des ouvrages étant prévue d'ici le 1^{er} janvier 2013.

Enfin, un prélèvement effectué en sortie des décanteurs / déshuileurs de la plate-forme existante montre le respect des valeurs limites de rejet précisées dans le projet de prescriptions ci-joint.

4. Émissions atmosphériques

Les effluents rejetés à l'atmosphère sont réduits et constitués essentiellement par :

- la circulation des véhicules,
- la manutention des produits avec émissions de poussières.

5. Déchets

Les déchets générés par les activités sont :

- des déchets non dangereux : cartons, papiers, .. ;
- des déchets dangereux : piles, effluents issus des vidanges de la fosse septique et des séparateurs d'hydrocarbures.

Les déchets sont identifiés, triés et dirigés vers des filières d'élimination adaptées et définies dans le dossier.

6. Bruit

Les sources de bruit sont le déchargement des bennes de ferrailles (ponctuel), la circulation des engins de manutention et des véhicules, le compresseur d'air du bâtiment.

Une campagne de mesure des émissions sonores a été effectuée le 16 novembre 2011. Elle montre le respect des niveaux sonores et d'urgence figurant dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997

relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (maximum observé : 63 dB(A) à l'angle est du site.

7. Trafic routier

L'activité de récupération de déchets de métaux engendrera une légère augmentation du trafic poids lourds de l'installation qui, in fine, se portera à 3,7 % du flux de la RD 58 et 1% de la RD 943.

L'augmentation due à l'activité métaux représentera une augmentation de 0,8% du trafic poids-lourds de la RD 943.

8. Risques

Les situations de risques identifiées et étudiées dans le dossier sont l'incendie du bâtiment de tri de pneumatiques et des stockages extérieurs (existant et extension).

La matérialisation des effets des phénomènes dangereux maxima et l'estimation de leurs conséquences est représentée en annexe 3. On relève :

- Un dépassement du seuil des effets létaux de 5 kW/m² sur la voie arrière dédiée aux pompiers. Or, le Service Départemental d'Incendie et de Secours consulté à ce sujet, a précisé que cette voie n'était pas praticable ;
- Un léger dépassement du flux thermique de 3 kW/m² sur la face sud-est du site (zone boisée) et le terrain de BROYAGE VAL DE LOIRE. A cet effet, une procédure d'alerte entre les deux sites sera mise en place dès notification du projet de prescriptions ci-joint.

En ce qui concerne les moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant disposera :

- de deux poteaux incendie à moins de 100 mètres du site (débits de 75 m³/h et de 100 m³/h) ,
- d'une réserve d'eau d'une capacité minimale de 340 m³ située sur le site BROYAGE VAL DE LOIRE, et d'une réserve d'eau d'une capacité minimale de 400 m³, construite d'ici le 1^{er} janvier 2013 sur la parcelle YH148 (extension), utilisables en période de gel, accessibles aux services de secours et équipées de manière à permettre la mise en œuvre rapide des moyens d'intervention,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.
- d'un système d'alarme incendie ;
- de robinets d'incendie armés ;
- d'un système de détection automatique d'incendie ;
- de matériels de protection adaptés.

Soit une capacité interne globale de 740 m³ pour un besoin de 645 m³ (sur la base de 3 heures d'intervention) et 1265 m³ en prenant en considération les poteaux incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement l'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de la ressource en eau incendie.

Pour ce qui est de la récupération des eaux d'extinction d'incendie, l'exploitant disposera d'un volume global de rétention présenté au point V.3 du présent rapport, correctement dimensionné : capacité totale de 1 600 m³, tenant compte du volume d'eau lié aux intempéries sur la surface, pour un besoin de 813 m³.

Pour ce qui est de la toxicité des fumées émises en cas d'incendie, bien qu'il puisse y avoir des effets irritatifs des voies respiratoires, temporaires, dans des conditions de dispersion pénalisantes, les concentrations modélisées sont très inférieures aux seuils des effets irréversibles et des premiers effets létaux.

Enfin, la configuration des stockages (surface au sol et hauteur), calée selon les hypothèses de l'étude des dangers, est précisée dans le projet de prescriptions ci-joint.

Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours a procédé à une visite des installations le 06 février 2012. Il a formulé les préconisations suivantes :

Préconisation SDIS	Commentaire exploitant Courrier du 04 juin 2012	Commentaire DREAL
Installer un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme	Fait au 1 ^{er} semestre 2012	Repris dans le projet de prescriptions ci-joint - applicable à la notification de l'arrêté
Équiper le robinet d'incendie armé situé au centre de l'entrepôt de stockage d'une réserve en émulseur de 100 litres	Fait au 1 ^{er} semestre 2012	Repris dans le projet de prescriptions ci-joint - applicable à la notification de l'arrêté
Établir une procédure de permis de feu pour les travaux par points chauds	Fait le 16/04/2012	Repris dans le projet de prescriptions ci-joint – applicable à la notification de l'arrêté
Limiter le stockage au minimum à 1 m de la toiture	L'exploitant a indiqué que la hauteur est limitée à 2 cages de pneumatiques soit 4 mètres pour une hauteur sous ferme de 5 mètres.	Repris dans le projet de prescriptions ci-joint – applicable à la notification de l'arrêté
Indiquer la coupure d'urgence générale électrique sur le local technique et reporter cette coupure dans la partie administrative	Fait	Repris dans le projet de prescriptions ci-joint – applicable à la notification de l'arrêté
Déplacer les stockages à plus de 8 mètres du pignon nord-est	L'exploitant a indiqué que les stocks seront supprimés par la mise en place d'un convoyeur.	Repris dans le projet de prescriptions ci-joint – applicable à la notification de l'arrêté
Former le personnel au maniement des moyens de secours	Prévu	Repris dans le projet de prescriptions ci-joint – applicable à la notification de l'arrêté
Prévoir la mise en place de boudins obturateurs pneumatiques adaptés au diamètre des canalisations afin de mettre le site sous rétention en cas d'incendie	- Installation actuelle : applicable à la notification de l'arrêté - Extension : 01/01/2013	Repris dans le projet de prescriptions ci-joint
S'assurer que la réserve d'incendie soit équipée ou réalisée conformément aux règles d'aménagement des points d'eau	Applicable à la réalisation des réserves	Repris dans le projet de prescriptions ci-joint – applicable à la réalisation des réserves
Munir la réserve incendie d'une vanne de barrage afin	Applicable à la notification de l'arrêté pour celle	Repris dans le projet de prescriptions ci-joint

d'empêcher les eaux d'extinction d'un incendie de la polluer	existante et à compter du 1 ^{er} janvier 2013 pour celle sur la parcelle YH148.	
--	--	--

VI. CONCLUSION DU SERVICE INSTRUCTEUR

L'inspection des installations classées est d'avis que les mesures prises par le pétitionnaire, visant à supprimer ou à réduire au maximum les incidences environnementales du projet, notamment en termes d'émissions aqueuses et de prévention du risque d'incendie, sont pertinentes et cohérentes compte tenu des enjeux environnementaux.

Par ailleurs, la demande du pétitionnaire visant à étendre le périmètre de l'activité de tri et de stockage de pneumatiques, à volume constant, est un des moyens de réduire le risque de d'incendie et de sécuriser les opérations de manutention. En outre, cette extension porte sur une parcelle dédiée à un usage industriel. Enfin, l'activité de tri de déchets de métaux, soumise à déclaration, n'engendre pas d'impacts et risques supplémentaires à ceux actuels.

Par conséquent, il n'y a pas lieu de considérer les demandes du pétitionnaire comme étant substantielles au sens de l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement.

En application de l'article R. 512-31 dudit Code, l'Installations Classées soumet, pour avis, le présent rapport et le projet de prescriptions ci-joint, au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, auxquels elle donne un avis favorable.

L'Inspecteur des Installations Classées

La Chef de la Subdivision Environnement

Risques Chroniques et Déchets



Maud GOBLET

Vu, adopté et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire - Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme

Parçay-Meslay, le

11 06 2012

Pour le Directeur,

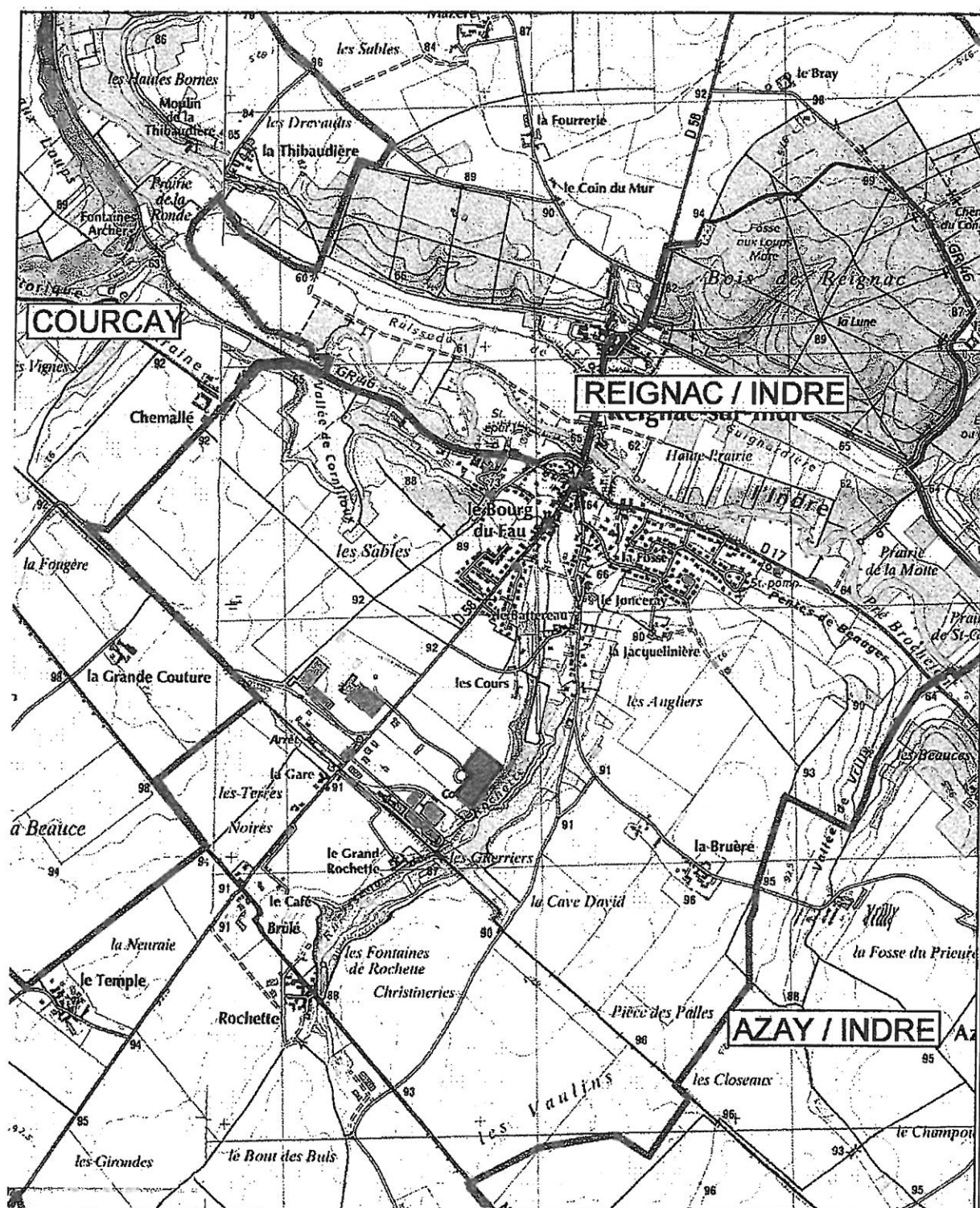
Le Chef de l'Unité Territoriale

d'Indre-et-Loire



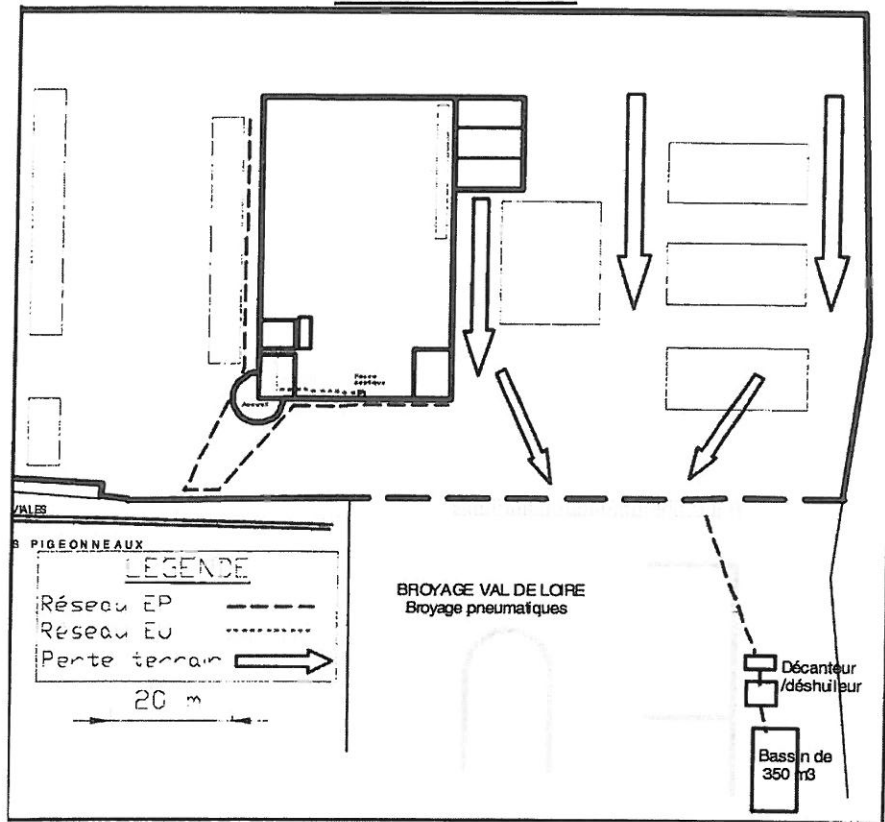
Olivier ROCHE

Annexe 1

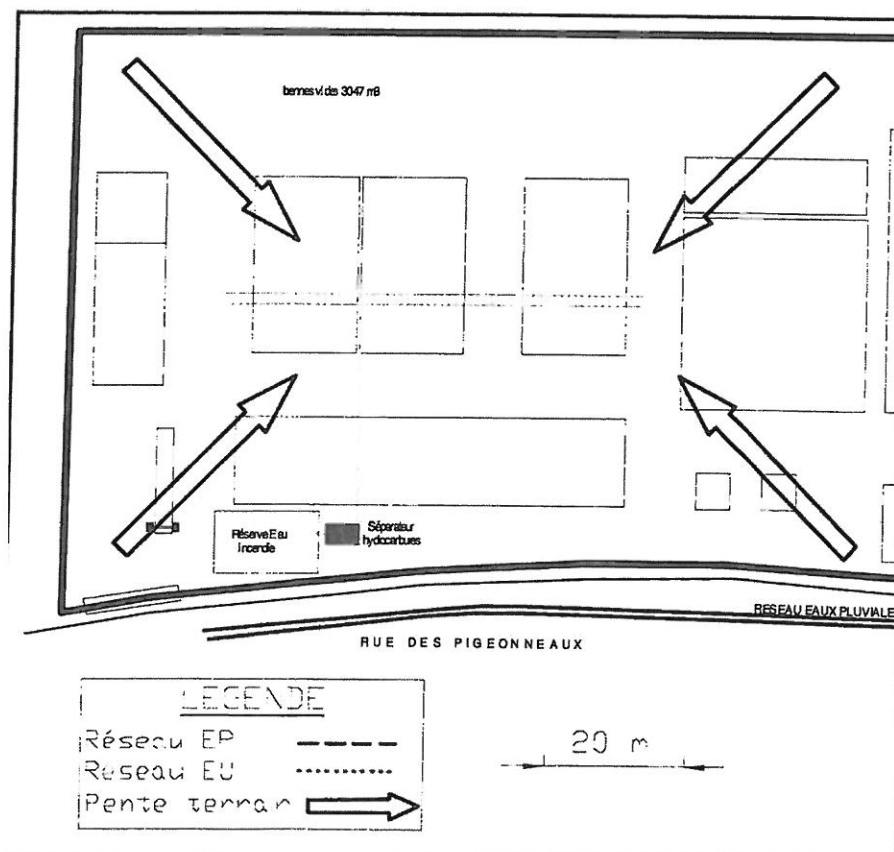


Annexe 2

Plate-forme existante



Extension



Annexe 3

Cartographie des zones de risques significatifs

